

Alexandra Kollontäi

But et valeur de ma vie (extrait)¹

(...) J'étais déjà en Norvège depuis plusieurs semaines lorsque le peuple russe se souleva contre l'absolutisme et renversa le tsar. Tous nos amis politiques baignaient dans l'allégresse. Mais je ne me faisais pas d'illusions car je savais que la chute du tsar n'était que le début d'évènements bien plus importants et de luttes sociales difficiles. Aussitôt que l'amnistie politique fut déclarée par la nouvelle république, je me hâtai de retourner en Russie en mars 1917. Je fus l'une des premières émigrées politiques qui avait la chance de revenir sur la terre libérée. Torneo, une petite ville frontière au nord des frontières suédoises et finlandaises par laquelle je devais passer était encore en proie à un terrible hiver. Un traîneau me fit traverser le fleuve qui marque la frontière. Sur le sol russe se tenait un soldat. Un brillant ruban rouge flottait sur sa poitrine. – « Vos papiers, s'il vous plaît, citoyenne ! » – « Je n'en ai pas, je suis réfugiée politique. » – « Votre nom ? » Je dis mon nom. Un jeune officier fut appelé. Lui aussi portait un ruban rouge sur la poitrine. Son visage souriait. Oui, mon nom était sur la liste des réfugiés politiques qui étaient admis à rentrer libres dans le pays sur l'ordre du Soviet des travailleurs et des soldats. Le jeune officier m'aida à descendre du traîneau et me baisa la main presque avec vénération. Je me tenais sur le sol républicain de la Russie libérée. Quatre mois plus tard, sur l'ordre du gouvernement de Kerensky (le gouvernement provisoire), ce même charmant jeune officier me mettait aux arrêts comme bolchevik dangereuse au poste frontière de Torneo. Telle est l'ironie de la vie.

Les années de la révolution

La marée des évènements qui ont suivi fut si forte que jusqu'à ce jour, je ne savais vraiment pas ce que j'allais décrire, et sur quoi j'allais mettre l'accent. Qu'avais-je accompli, désiré, mené à bout ? Dans une époque pareille, peut-on parler de volonté complètement individuelle ? N'était-ce pas seulement l'orage tout-puissant de la Révolution, le commandement des masses actives, sortie de la torpeur qui déterminait notre volonté et notre action ? Y avait-il un seul être humain qui ne serait pas plié à la volonté générale ? Il y avait seulement des masses de gens, liés ensemble dans une volonté bipartite qui opéraient soit pour, soit contre la révolution, soit pour, soit contre la fin de la guerre et qui se situaient pour ou contre le pouvoir des Soviets. En regardant en arrière, on ne distingue qu'une vaste opération, une lutte et une action des masses. En réalité, il n'y avait pas de héros ou de leader. C'était le peuple, le peuple qui travaille, en uniforme de soldat ou en tenue civile, qui contrôlait la situation et inscrivait sa volonté indélébile dans l'histoire du pays et de l'humanité. C'était par un été étouffant, l'été décisif de la marée révolutionnaire de 1917 ! D'abord la tourmente sociale ne fit rage que dans les campagnes ; les paysans mettaient le feu aux « nids des nobles ». Dans les villes, la lutte qui faisait rage se partageait entre les partisans de la Russie républicaine et bourgeoise et les aspirations socialistes des bolcheviks. Comme je l'ai dit au préalable, je faisais partie des bolcheviks. Immédiatement, dès les premiers jours, je trouvai un énorme amoncellement de travail qui m'attendait. Une fois de plus mon but était d'engager une lutte contre la guerre, contre la coalition avec la bourgeoisie libérale et pour le pouvoir de conseils ouvriers : les soviets. Conséquence logique de cette situation : la presse bourgeoise me stigmatisa comme une bolchevik en jupons, complètement folle. A cette époque j'étais très populaire dans les milieux ouvriers, ceux des soldats, des ouvrières et des femmes soldats, et en même temps haïe et attaquée avec acrimonie par la presse bourgeoise. J'étais cependant accablée par le nombre des affaires courantes, au point qu'il me restait très peu de temps libre pour lire les attaques et les calomnies qu'on écrivait contre moi. La haine à mon égard, sous prétexte que j'avais été dans le pays du Kaiser allemand afin d'affaiblir le front russe, croissait chez ceux qui n'étaient pas pour les soviets dans des proportions monstrueuses. Une des questions brûlantes de l'époque était la montée du coût de la vie et la pénurie grandissante des produits de première nécessité. Ainsi les femmes appartenant aux couches sociales frappées par la pauvreté étaient-elles dans une condition extrêmement difficile. Ceci donna à notre parti l'occasion d'initier les ouvriers à la prise de conscience et au travail politique. Déjà en mai 1917 paraissait un hebdomadaire appelé « Les ouvrières ». A la première assemblée de masse qui se tint en Russie sous le gouvernement provisoire se pressèrent des milliers de gens sous le mot d'ordre de la solidarité nationale et contre la guerre. Il fut organisé par nous les bolcheviks. Kerensky et ses ministres ne faisaient pas mystère de leur haine à mon sujet. « L'instigatrice de l'esprit de désordre » dans l'armée. Un de mes articles de la *Pravda* dans lequel j'intercédaï pour des prisonniers de guerre allemands déclencha l'indignation dans les milieux patriotes². Je devais souvent sauter des tramways en marche avant que les gens ne me reconnaissent, parce que j'étais devenue un sujet d'actualité et que j'étais en butte directement aux plus incroyables injures et mensonges. Rien d'extraordinaire non plus dans le fait que, menacée comme je l'étais par les foules en colère, je ne fus sauvée du pire que par les interventions courageuses de mes amis et camarades du parti. J'eus néanmoins dans mon entourage une haine qui ne me troubla pas du tout. Naturellement j'avais aussi un grand nombre d'amis enthousiastes : les ouvriers, les marins, les soldats. De plus, le nombre des bolcheviks croissait de jour en jour. En avril, je fus membre du Soviet exécutif qui en fait, était alors l'organe politique dirigeant dans lequel j'étais la seule femme et ce, pendant une longue période. En mai 1917 je pris part à une grève des blanchisseuses qui revendiquaient « la municipalisation » de toutes les

1 Extrait du texte publié en 1926 sous le titre *Ziel und Wert meines Lebens*, puis réédité en 1970 sous le titre *Autobiografie einer sexuellen emanzipierten Kommunistin*. En notes sont parfois mentionnés des passages supprimés sur épreuves qui ont été précisés dans cette dernière édition, ainsi que dans [la traduction anglaise de 1971](#). La traduction française présentée ici, qui provient du site de la tendance *Ensemble* du SNUIPP, et dont l'auteur nous est inconnu, a vraisemblablement été effectuée à partir de cette traduction anglaise. Quelques corrections ont été apportées par la MIA à partir du texte allemand publié en 1926.

2 La phrase suivante fut supprimée sur les épreuves du livre avant publication : « Lorsqu'en avril Lénine présenta son fameux programme sur l'organisation des Soviets, je fus la seule de ses camarades du parti qui prit la parole pour soutenir ses thèses. Quelle haine m'attira cet acte singulier ! »

blanchisseries. La lutte dura six semaines. Néanmoins, la principale revendication des blanchisseuses resta sans écho sous le régime de Kerensky. A la fin de juin, je fus envoyée par le parti à Stockholm comme déléguée à une conférence internationale qui fut interrompue par la nouvelle du soulèvement de juillet à Petrograd contre le gouvernement provisoire, et l'annonce des mesures extrêmement dures que le gouvernement provisoire Kerensky prit contre les bolcheviks. De nombreux leaders du parti avaient été arrêtés ; d'autres, y compris Lénine s'étaient arrangés pour s'enfuir, et se cacher. Les bolcheviks furent accusés de haute trahison et stigmatisés comme espions du Kaiser. Le soulèvement s'arrêta, et le régime de coalition entama des représailles contre tous ceux qui avaient manifesté de la sympathie aux bolcheviks. Je décidai immédiatement de rentrer bien que mes amis considèrent cela comme une entreprise risquée. Ils voulaient que j'aille en Suède et que j'y attende le cours des événements. Quelque bien intentionnés que furent ces conseils je ne pus les suivre. Je devais tout simplement rentrer. Autrement, il me semblait faire acte de lâcheté, en tirant parti du privilège qui était devenu le mien, de rester tout à fait à l'abri des persécutions du gouvernement provisoire lorsqu'un grand nombre de mes amis politiques étaient mis en prison. Je fus arrêtée sur l'ordre de Kerensky à la frontière de Torneo et soumise comme espionne aux traitements les plus grossiers... L'arrestation elle-même eut quelque chose de théâtral : pendant l'inspection de mon passeport, on me demanda d'aller au bureau du commandant. Je compris ce que cela signifiait. De nombreux soldats se tenaient dans une immense salle, pressés les uns contre les autres. De jeunes officiers y étaient présents. L'un d'eux était le charmant jeune homme qui m'avait reçue si amicalement quatre mois auparavant. Un silence étrange régnait dans la salle. L'expression du premier officier, le prince B., trahissait une grande nervosité. Paisible, j'attendais la suite des événements. « Vous êtes aux arrêts », m'expliqua le Prince B. – « Est-ce que la contre-révolution a triomphé ? sommes-nous revenus en monarchie ? » – « Non ; répondit-il d'un ton bourru, vous êtes aux arrêts par ordre du gouvernement provisoire. » – « Je m'y attendais. S'il vous plaît, apportez-moi ma valise, je ne voudrais pas la perdre. » – « Mais, bien sûr. Lieutenant ! la valise. » Je voyais les officiers pousser un soupir de soulagement et les soldats quitter la salle, le mécontentement inscrit sur leurs visages. Plus tard, j'appris que mon arrestation avait provoqué des remous chez les soldats qui exigèrent d'en être les témoins. Les officiers, cependant avaient peur que je puisse faire un discours aux soldats. « Dans ce cas, nous aurions été perdus » me dit l'un d'eux après coup. Je fus forcée d'attendre le cours des événements, comme les autres bolcheviks à la prison de Petrograd, dans un strict isolement. Plus le gouvernement, à l'égard des bolcheviks, se comportait de façon à peine croyable, plus l'influence des bolcheviks croissait. La marche sur Petrograd du général blanc Kornilov raffermit les éléments les plus radicaux de la Révolution. Le peuple exigeait la libération des bolcheviks. Kerensky, cependant, refusait de me libérer et ce fut seulement sur un ordre du Soviet que je fus relaxée sous caution. Mais un jour après ma sortie je tombais sous le coup d'un décret de Kerensky comme quoi je devais être mise en maison d'arrêt. Ma pleine liberté de mouvement me fut pourtant accordée un mois avant la lutte décisive : la Révolution d'Octobre de 1917. De nouveau mon travail s'accumula. On devait alors poser des bases pour créer méthodiquement un mouvement d'ouvrières. La première assemblée d'ouvrières devait avoir lieu. Elle eut lieu et coïncida avec la chute du gouvernement provisoire et l'établissement de la République des Soviets. A cette époque j'étais membre des sphères les plus hautes du parti, le Comité Central³. J'étais également membre de différentes délégations du parti, dans des congrès importants et des institutions d'État (préliminaires au Parlement, Congrès démocratiques, etc.). Les grands jours de la Révolution d'Octobre arrivèrent. Smolny passa dans l'histoire. Les nuits sans sommeil, les séances permanentes... et pour finir, la déclaration bouleversante : « Les Soviets prennent le pouvoir ! » « Les Soviets adressent un appel aux peuples du monde pour mettre fin à la guerre ! » « La terre est nationalisée et appartient aux paysans ! » On forma le Gouvernement des Soviets. Je fus désignée commissaire (ministre) du peuple aux affaires sociales. J'étais la seule femme dans le conseil des ministres. Aussi loin que je puisse le savoir, c'était la première fois dans l'histoire qu'une femme ait été reconnue comme membre d'un gouvernement. Lorsqu'on se rappelle les premiers mois du Gouvernement des Travailleurs, mois qui furent si riches de grands buts, de projets, d'initiatives passionnées pour améliorer la vie, organiser un nouveau monde, mois pleins du romantisme véritable de la Révolution, on a en fait envie d'écrire sur toute autre chose que sur soi-même. J'occupai le poste de ministre des affaires sociales d'octobre 1917 au printemps 1918. Ce n'est pas à bras ouverts que je fus reçue par les fonctionnaires déjà en place au ministère. La plupart d'entre eux sabotaient ouvertement notre action, et ne faisait rien. Mais précisément ce département ne pouvait interrompre son travail, quoi qu'il advienne, à cause de son extraordinaire complication de fonctionnement. Il comprenait tout un programme social pour les blessés de guerre, alors une centaine de milliers de soldats et d'officiers estropiés, le système des pensions en général, des logements pour enfants trouvés, pour vieillards, des orphelinats, des hôpitaux pour les nécessiteux, des ateliers fabriquant des prothèses, l'administration des usines de cartes à jouer (les manufactures de cartes à jouer étaient un monopole d'état), les léproseries, des cliniques pour femmes, etc. A ajouter à cela toute une série d'instituts éducatifs pour jeunes filles, qui dépendaient de ce ministère. On peut aisément imaginer les énormes exigences que ces tâches réclamaient à un petit groupe de gens, qui en même temps étaient novices dans l'administration d'État. Consciente de ces difficultés, nous formions immédiatement un conseil auxiliaire dans lequel des experts tels que des médecins, juristes, pédagogues étaient représentés auprès des travailleurs et des fonctionnaires moins importants du ministère. Le sacrifice, l'énergie avec lesquels les petits employés supportaient le fardeau de cette tâche difficile étaient vraiment exemplaires. Ce n'était pas seulement un moyen de soutenir le travail nécessaire à la marche du ministère, mais aussi une façon d'impulser des réformes et des améliorations. Des forces nouvelles, fraîches,

3 Ici le passage suivant a été supprimé sur épreuves : « Mais le jour viendra où j'en ferai le récit. Les opinions étaient partagées au parti. »

remplacèrent les fonctionnaires de l'ancien régime, qui sabotaient. Une nouvelle vie anima les bureaux du ministère le plus anciennement conservateur. Journées de travail éreintant !... Et la nuit, les séances des conseils du commissaire du peuple (du ministère) sous la présidence de Lénine. Une petite salle modeste, et seulement un secrétaire pour enregistrer les décisions qui changeaient la vie de la Russie dans son tréfonds. Mon premier jour de commissaire du peuple commença par dédommager un petit paysan pour la réquisition de son cheval. Cela ne faisait pas partie, à vrai dire de mes attributions. Mais l'homme était déterminé à recevoir un dédommagement pour son cheval ; il était venu de son lointain village jusqu'à la capitale et avait patiemment frappé aux portes de tous les ministères, toujours sans résultat ! Alors la révolution bolchevique éclata. L'homme avait entendu dire que les bolcheviks se prononçaient en faveur des ouvriers et des paysans. Ainsi vint-il à l'Institut de Smolny voir Lénine qui devait payer le dédommagement. Je ne sais pas comment l'entrevue entre Lénine et le petit paysan se passa. Le résultat fut le suivant : L'homme vint me voir avec une petite page déchirée du carnet de Lénine qui me disait de régler l'affaire d'une manière ou d'une autre jusqu'au moment où le commissaire du peuple aux affaires sociales disposerait du montant de l'argent. Le petit paysan reçut son dédommagement. Les réalisations les plus importantes de notre commissariat du peuple (ministère des affaires sociales) dans les premiers mois après la Révolution d'octobre furent les suivants : décrets : décrets pour améliorer la situation des invalides de guerre, pour abolir l'instruction religieuse dans les écoles de jeunes filles qui dépendaient du ministère (ceci se passait encore avant la séparation générale de l'église et de l'état) décrets pour faire passer les prêtres au service civil, pour faire adopter le droit à l'auto-administration des élèves dans les écoles de filles, pour réorganiser les orphelinats les plus anciens en des maisons d'enfants du gouvernement, décrets pour créer les premiers foyers pour nécessiteux et gamins des rues, décrets pour réunir un comité composé de docteurs qu'on allait charger de mettre sur pied un système de santé public et gratuit pour le pays tout entier. A mon avis, la réalisation la plus importante du ministère du peuple fut la fondation légale d'un office central pour l'aide à la maternité et à l'enfance. Je signai le projet de loi concernant cet office central en janvier 1918. Un second décret suivit par lequel on transformait toutes les maternités en maisons gratuites pour dispenser des soins aux mères et aux nourrissons. Il fallait jeter des bases pour la création d'un vaste complexe gouvernemental pour la protection des mères. Je fus efficacement assistée pour mener à bien ces œuvres-là par le Dr. Korolev. Nous projetâmes aussi un « Palais pour la protection des Mères », maison modèle qui comprendrait une salle d'exposition dans laquelle des directives seraient données aux mères qui voudraient être aidées, et il y aurait également une nurserie modèle. Nous venions juste d'achever les préparatifs pour une telle entreprise dans les bâtiments d'une pension de jeunes filles où autrefois les jeunes filles de la noblesse étaient éduquées et qui étaient encore sous la direction d'une comtesse lorsqu'un incendie détruisit notre travail à peine commencé ! Le feu avait-il été mis volontairement ? Je fus tirée de mon lit au milieu de la nuit ; je me précipitai sur les lieux de l'incendie, la magnifique salle d'exposition était totalement détruite au même titre que toutes les autres salles. Seule l'énorme pancarte « Palais de la maternité » était encore suspendue au-dessus de l'entrée. Mes efforts pour nationaliser l'aide à la maternité et à l'enfance soulevèrent une nouvelle vague d'attaques insensées contre moi. Toutes sortes de mensonges furent écrits en Russie, à propos de lois qui obligerait des jeunes filles de douze ans à devenir mères. Une furie saisit plus particulièrement les partisans religieux de l'ancien régime, lorsque nous transformâmes le fameux monastère d'Alexandre Nevsky en une maison pour invalides de guerre. Les moines résistèrent et un combat armé eut lieu. La presse à nouveau cria « haro ! » sur notre action. L'église organisa des manifestations de rue et prononça également un anathème contre moi... En février 1918, on envoya en Suède une première délégation d'État émanant des Soviets. En tant que commissaire du peuple j'étais à la tête de cette délégation. Mais notre vaisseau fit naufrage et nous nous sauvâmes en débarquant sur les îles Åland qui appartenaient à la Finlande. A cette époque, la lutte entre Blancs et Rouges avait atteint dans le pays le point le plus crucial et l'armée allemande était presque sur le point de déclarer la guerre à la Finlande. Les troupes blanches occupèrent les îles Åland le soir même de notre naufrage alors que nous dinions dans une auberge de la ville de Mariehamn, tout à la joie d'être rescapés. Nous nous arrangeâmes pour fuir, grâce à une très grande détermination et une non moins grande ruse. Un des nôtres cependant, un « rouge » Finnois, fut capturé et abattu. Nous retournâmes à Pétrograd où l'évacuation de la capitale fut préparée à toute hâte. Les troupes allemandes étaient déjà aux portes de la ville. Alors commença une phase de ma vie que je ne peux traiter ici bien que les événements soient encore tous frais dans mon esprit⁴. Je démissionnai de mon poste de commissaire du peuple⁵. La révolution battait son plein. La lutte devenait de plus en plus irréductible et meurtrière⁶. Mais après tout il y avait encore une œuvre inachevée : la libération de la femme. Les femmes, naturellement jouissaient de tous les droits, mais en pratique, évidemment, elles vivaient encore sous l'ancien joug : aucune autorité dans la vie familiale, asservies par un millier de tâches domestiques, ayant à charge tout le fardeau de la maternité, et même des questions d'ordre matériel, car résultat de la guerre et d'autres circonstances, beaucoup de femmes se trouvaient seules dans la vie. En automne 1918, je vouai toute mon énergie à rédiger une plate-forme d'orientation pour la libération des femmes qui travaillent, dans tous les domaines. Je trouvai un soutien précieux dans la personne du premier Président

4 Ici le passage suivant a été supprimé sur épreuves : « Mais le jour viendra où j'en ferai le récit. Les opinions étaient partagées au parti. »

5 Ici a été supprimé sur épreuves : « du fait d'un total désaccord avec la politique en cours. » Mais si Kollontai était opposée au traité de Brest-Litovsk, mais n'était pas la seule au gouvernement. Il semblerait qu'elle ait aussi démissionné suite à l'arrestation de Dybenko avec qui elle avait une liaison notoire (elle l'épouse d'ailleurs aussitôt pour le faire libérer « sous caution de sa femme légitime »). Le passage supprimé continuait ainsi : « Peu à peu, je fus relevée également de mes autres attributions. Je donnai à nouveau des conférences et défendis mes idées sur la femme nouvelle et la nouvelle morale. »

6 Ici a été supprimé sur épreuves : « Beaucoup de ce qui se passait ne me convenait pas ».

des Soviets, [Sverdlov](#), maintenant mort, qui considérait le travail de l'éducation politique des travailleurs comme un but sérieux du parti et nous assista dans notre œuvre. Ainsi, le premier congrès des femmes ouvrières et des paysannes put avoir lieu dès novembre 1918. Quelques 1 147 déléguées étaient présentes. Des bases furent jetées pour amorcer un travail méthodique dans tout le pays en faveur de l'émancipation des femmes de la classe ouvrière et paysanne. Un déluge de nouveaux travaux m'attendait. La question à l'ordre du jour était d'attirer les femmes dans les cuisines du peuple et de les gagner au nouveau système pour les éduquer en matière de politique, leur apprendre à s'occuper des maisons d'enfants, des centres de soins, du système scolaire, des réformes concernant les locations et de beaucoup d'autres affaires pressantes. Le but principal de cette activité était en fait d'implanter des droits égaux pour les femmes afin de les insérer comme forces laborieuses dans l'économie nationale, et comme citoyennes dans la sphère politique, avec des conditions spéciales : la maternité devait être estimée comme une fonction sociale et par suite protégée et prise en charge par l'État. Sous la direction du Dr Lébédévo, les instituts d'État pour dispenser des soins aux futures mères prospéraient alors. En même temps des centrales furent créées dans tout le pays pour s'occuper des conflits et des obligations liés à la libération des femmes, et pour les intégrer dans les travaux des Soviets. La guerre civile de 1919 me chargea de nouveaux devoirs. Quand les troupes blanches en provenance du Sud de la Russie marchèrent vers le Nord, je fus de nouveau envoyée en Ukraine et en Crimée où je servis comme présidente du service de l'Information dans l'armée. Plus tard, je fus nommée commissaire du peuple détachée à l'Information et à la propagande auprès du gouvernement ukrainien. Une maladie sérieuse m'arracha pendant des mois à mon travail intense. A peine remise, – à cette époque, j'étais à Moscou –, je pris la tête de la Centrale des femmes et une période de travail intensif et harassant recommença. On créa un périodique des femmes communistes. Assemblées et congrès de femmes furent convoqués. Des bases furent jetées pour travailler avec les femmes de l'Est (musulmanes). Deux conférences mondiales des femmes communistes se tinrent à Moscou. La loi libéralisant l'avortement fut votée, et nombre d'ordonnances confirmées légalement furent promulguées à l'initiative de notre centrale au bénéfice des femmes. Notre travail reçut l'approbation sans réserves de Lénine, et [Trotsky](#), bien que surchargé par les tâches militaires, se montrait infailliblement bien disposé à nos conférences. Des femmes énergiques, pleines de ressources, – deux d'entre elles ne sont pas restées longtemps en vie – Inessa Armand et Samoilova ont voué, avec un grand esprit de sacrifice, toute leur énergie au travail de cette centrale. Au huitième congrès des Soviets, en tant que membre du Soviet exécutif, je proposai la motion suivante : Partout les Soviets doivent contribuer à ce que l'on considère les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, et en conséquence, ils doivent les engager dans des travaux d'État et municipaux. Nous nous arrangions pour pousser et faire accepter cette motion, mais point sans résistance. Ce fut une victoire immense et durable. Un débat brûlant éclata à la publication de mes thèses sur la nouvelle morale. Bien que l'enfant naturel soit mis sur le même plan que l'enfant légitime, en pratique beaucoup d'hypocrisie et d'injustice existe en la matière. Quand on parle de l'immoralité que les bolcheviks ont propagée, il suffit de soumettre nos lois sur le mariage à un examen minutieux pour remarquer que sur la question du divorce on est sur le même plan que l'Amérique du Nord tandis que sur la question des enfants naturels nous ne sommes pas seulement arrivés au stade des Norvégiens. L'aile la plus radicale du parti s'était réunie autour de cette question. Mes thèses dans le domaine de la morale sexuelle furent combattues avec âpreté. Des soucis personnels et familiaux s'ajoutèrent à cela, et ainsi, en 1922, des mois passèrent sans que je puisse faire un travail fructueux. Je fus officiellement nommée conseiller de la légation représentant les Soviets Russes en Norvège. Je croyais que cette nomination serait purement formelle et qu'en Norvège je trouverais le temps de me consacrer à mes activités littéraires. Les choses tournèrent tout à fait autrement. Le jour de mon entrée en fonction en Norvège, je fis également mon entrée dans une nouvelle étape de ma vie qui galvanisa toutes mes forces. Pendant mon activité diplomatique j'écrivis peu : trois nouvelles ; « Les chemins de l'amour », mon premier essai littéraire, un article sociologique : « [L'Eros ailé](#) » et d'autres articles peu importants. Mon livre « La nouvelle morale et la classe ouvrière », et une étude socio-économique : « La condition des femmes dans l'évolution de l'économie politique » furent écrits lorsque j'étais encore en Russie.(...)